

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Synthèse destinée aux médias

Index AI : POL 10/020/2007 (Public)  
Bulletin n° 095  
ÉFAI  
24 mai 2007

### Rapport 2007 Discours d'Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International lors d'une conférence de presse à la *Foreign Press Association* à Londres, le 23 mai 2007

#### [VÉRIFIER À L'AUDITION]

Cette courte vidéo montre que les citoyens ordinaires paient terriblement cher le fait que leurs dirigeants ne protègent pas les droits humains.

Nous avons voulu commencer par cette vidéo pour souligner que ce sont les témoignages des gens ordinaires et leur vécu qui permettent de rendre compte de la situation des droits humains dans le monde.

**Le rapport 2007 d'Amnesty International** présente de nombreux cas individuels. Il expose la situation des droits humains au cours de l'année 2006, de l'Afghanistan au Zimbabwe, en se basant sur les recherches et les études approfondies menées par Amnesty International.

Certains d'entre vous savent que circule sur Internet une vidéo montrant l'exécution par lapidation de Dua Aswad, une jeune femme yézidie qui a eu le tort de tomber amoureuse d'un sunnite. Cette vidéo est révoltante, mais malheureusement de nombreuses femmes vivent dans la crainte quotidienne de subir des violences. Notre rapport abonde en informations sur la violence contre les femmes et souligne qu'elle est omniprésente en temps de paix comme en temps de guerre, dans les sociétés riches comme dans les sociétés pauvres. Des milliards de dollars sont consacrés à la « *guerre contre le terrorisme* », mais la volonté politique manque et les moyens nécessaires ne sont pas mobilisés, semble-t-il, pour lutter contre le terrorisme sexuel visant les femmes.

Notre rapport met également en évidence les craintes de millions de personnes qui sont acculées à la pauvreté par des politiques et des pratiques qui s'accompagnent d'atteintes aux droits humains orchestrées par des gouvernements corrompus et des entreprises avides de profits.

Les droits humains visent à préserver la justice et la dignité des personnes, mais cet objectif n'est pas réalisable si les femmes et les pauvres sont exclus.

Le rapport montre que leurs préoccupations ne trouvent aucun écho, **des gouvernements puissants et des groupes armés suscitent délibérément la peur afin de saper les droits humains et de créer un monde de plus en plus divisé et dangereux.**

**En 2006, des politiques peu prévoyantes et visant à créer un climat de peur ont porté atteinte à l'état de droit et aux droits humains, nourri le racisme et la xénophobie, favorisé la discrimination, réprimé l'opposition, intensifié des conflits et mis en place les conditions d'une aggravation de la violence.**

**La peur, la méfiance et les divisions ont tellement affecté la communauté internationale qu'elle a quasiment été incapable de réagir face aux crises des droits humains survenues en 2006.**

Les conflits qui déchirent Sri Lanka et la Tchétchénie n'ont reçu que peu d'attention.

L'année dernière, il a fallu au Conseil de sécurité quatre semaines pour rassembler la volonté nécessaire afin d'appeler à un cessez-le-feu au Liban. Aucune enquête n'a été ouverte sur les violations flagrantes du droit international humanitaire, notamment sur les crimes de guerre commis tant par l'armée israélienne que par les forces du Hezbollah, les responsables n'ont pas eu à répondre de leurs actes, justice n'a pas été rendue et les victimes n'ont pas reçu réparation.

Dans un pays où des crimes contre les droits humains commis il y a plusieurs dizaines d'années n'ont pas été sanctionnés par la justice, cela n'a fait que renforcer le sentiment d'amertume et aggraver les divisions sectaires et l'instabilité politique. Le risque est grand de voir les violences s'intensifier et les violations des droits humains se multiplier au vu des événements qui se sont produits dans le nord du Liban cette semaine.

Le Quartet international (États-Unis, Nations unies, Russie et Union européenne) divisé n'a pas eu le courage de jouer un rôle moteur en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien. En 2006, le nombre de tués palestiniens, dont 120 enfants, a été trois fois plus élevé que l'année précédente.

Avec une violence généralisée, une économie étouffée et un État en ruines, c'est une catastrophe en termes de droits humains qui est en train de se dérouler sous nos yeux tandis que la communauté internationale continue de se montrer complaisante.

Le Darfour représente une plaie sanglante pour la conscience internationale, avec plus de 200 000 morts et 2,5 millions de personnes déplacées. Le gouvernement soudanais lui ayant interdit l'accès au Darfour, Amnesty International s'est rendue dans l'est du Tchad en 2006. Elle y a recueilli des témoignages faisant état d'attaques, de meurtres, de pillages et de viols commis par les milices janjawids, qui indiquent que le conflit s'est à présent étendu au-delà de la frontière.

Le gouvernement des États-Unis a déclaré sans détour que les civils devaient être protégés. On ne peut que s'en féliciter, mais son incapacité à persuader le gouvernement soudanais d'accepter la force de maintien de la paix des Nations unies montre très clairement à quel point ce pays a perdu son autorité morale. Le gouvernement soudanais se sent en position de force par rapport aux Nations unies car il sait que le Conseil de sécurité est affaibli non seulement du fait de la méfiance à l'égard des États-Unis, mais aussi en raison du double-jeu de la Russie et de la Chine. Ces deux gouvernements maintiennent des liens étroits avec Khartoum et d'après nos recherches, ils ont fourni des armes dans des circonstances qui pourraient avoir violé l'embargo décrété par l'ONU.

Amnesty International demande instamment aux Nations unies de renforcer l'embargo sur les armes en faisant en sorte qu'aucune arme ne puisse entrer au Soudan, quel que soit leur destinataire.

**Les groupes violents et extrémistes qui représentent un grave danger pour les droits humains, des frontières du Pakistan jusqu'à la corne de l'Afrique et dans d'autres régions du continent africain, prospèrent dans le climat d'instabilité et d'insécurité créé par des gouvernements faibles et des États en déroute.**

On ne peut être que pessimiste quant à l'avenir des droits humains, à moins que les gouvernements ne répondent aux revendications qui font le lit des groupes armés, à moins qu'ils n'exercent efficacement leurs responsabilités pour amener ces derniers à répondre des violences qu'ils commettent, et à moins qu'eux-mêmes ne se montrent déterminés à rendre compte de leur action.

Premier exemple, **l'Irak**. Les forces de sécurité irakiennes encouragent la violence au lieu de la combattre. Le système judiciaire irakien est lamentable et les pires pratiques reprochées au régime de Saddam Hussein – la torture, les procès iniques, les condamnations à mort et les viols commis en toute impunité – sont loin d'avoir été abandonnées. Des soldats britanniques ou américains sont souvent accusés de violations des droits humains mais il est rare que des poursuites soient engagées et des

responsables condamnés. Le gouvernement irakien et ses alliés militaires doivent se fixer des objectifs clairs en matière de droits humains qui permettront d'évaluer leur action, tels que la réforme de la police et des forces de sécurité, un réexamen du système judiciaire, ainsi que la mise en place de mesures pour mettre fin à la discrimination fondée sur le sectarisme et pour garantir la sécurité des femmes et leur égalité avec les hommes.

**Autre exemple, l'Afghanistan**, où le gouvernement et la communauté internationale ont laissé passer l'occasion qui leur était offerte de construire un État efficace basé sur les droits humains et la primauté de la loi, et où l'insécurité chronique, la corruption et l'impunité ont permis aux talibans de regagner du terrain grâce à une stratégie basée sur la peur et l'intimidation.

**De puissants gouvernements recourent à la politique de la peur pour créer une situation où les atteintes aux droits humains se multiplient et où aucun droit n'est sacré.**

Or, les gens ont le droit de vivre en sécurité et il incombe aux gouvernements de garantir ce droit. Les stratégies antiterroristes mal pensées se sont révélées peu efficaces pour réduire les menaces et très dommageables pour les droits humains et l'état de droit.

Après six années de prétendue « *guerre contre le terrorisme* », les gouvernements se servent de la peur du public pour adopter des lois toujours plus restrictives. Les tentatives de gouvernements tels que ceux du Royaume-Uni et des États-Unis visant à battre en brèche l'interdiction de la torture sont moralement insupportables, légalement intenable et politiquement dangereuses.

Le gouvernement des États-Unis considère le monde entier comme un gigantesque champ de bataille pour sa « *guerre contre le terrorisme* ». En 2006, de nouveaux éléments sont venus montrer que des suspects sont enlevés, arrêtés, placés en détention, torturés et transférés par ce pays en toute impunité d'une prison secrète à une autre, d'un bout du monde à l'autre, avec l'aide d'alliés.

Amnesty International a réuni des informations prouvant qu'au début de cette année environ 100 personnes ayant cherché à entrer au Kenya depuis la Somalie ont été illégalement transférées en Éthiopie, placées en détention et interrogées par des agents du gouvernement américain. Certaines sont toujours détenues, d'autres ont été libérées et d'autres encore ont disparu. Parmi elles se trouvaient des femmes enceintes qui ont accouché en détention.

**Le renforcement des peurs liées à la sécurité nationale réduit les possibilités de tolérance et d'expression d'une opinion dissidente, et de nombreuses voix indépendantes défendant les droits humains sont réduites au silence.**

La peur du terrorisme a entraîné la réapparition d'une répression archaïque dans les États autoritaires. Des pays occidentaux qui ont été les plus ardents défenseurs de la liberté d'expression se font à présent plus discrets. Les gouvernements autoritaires ont trouvé de nouvelles justifications et de nouveaux moyens pour réduire au silence leurs opposants. En raison du climat de peur et d'intégrisme, les groupes extrémistes s'en prennent aussi plus ouvertement à ceux qui osent protester.

Des journalistes, des écrivains, des syndicalistes, des militants et des défenseurs des droits humains sont aujourd'hui les plus fervents et les plus courageux avocats des droits de la personne humaine et ils le paient très cher, que ce soit en Afghanistan, au Zimbabwe, au Myanmar, en Iran, à Cuba ou en encore Éthiopie. Pour les réduire au silence, tout un arsenal de méthodes sont utilisées comme les assassinats politiques aux Philippines, de nouvelles dispositions législatives réglementant les organisations non gouvernementales en Russie, la surveillance constante en Chine ou encore l'interdiction de voyager en Arabie saoudite. Dans des pays tels que la Chine, le Viêt-Nam, l'Égypte ou la Biélorussie, Internet représente un nouveau champ de bataille dans la lutte pour le droit à la dissidence.

Le but recherché n'est pas simplement d'empêcher les protestations mais aussi de remplacer les anciens prisonniers d'opinion par des prisonniers de la peur. Voilà pourquoi la dissidence est réprimée avec tant d'impudence et en toute impunité. Ainsi, en Turquie un écrivain lauréat du prix Nobel a été poursuivi en

justice. En Russie, une journaliste audacieuse a été abattue par des inconnus. La Colombie détient le record de l'année pour le nombre de syndicalistes assassinés.

Les journalistes paient un tribut particulièrement lourd, avec 60 tués en Irak seulement. Le cas d'Alan Johnston, correspondant de la BBC qui a été enlevé à Gaza, est particulièrement connu. Amnesty International a lancé un appel en faveur de sa libération. Je profite de l'occasion offerte aujourd'hui pour renouveler cet appel.

**Dans de bien trop nombreux pays, la politique de la peur est utilisée pour alimenter la discrimination et la division.**

Nous avons assisté l'année dernière à une montée de l'intolérance, de la discrimination et du racisme qui ont été alimentés par des stratégies antiterroristes discriminatoires, aggravés par les craintes d'une immigration non contrôlée et attisés par des hommes politiques irresponsables et des médias populistes.

Les actes islamophobes et antisémites se sont multipliés dans bien des pays occidentaux. Dans un grand nombre de communautés et pays musulmans, le sentiment antioccidental et antiaméricain n'a jamais été aussi fort et des groupes extrémistes en jouent facilement pour inciter à la violence.

En Russie, les idéologies nationalistes sont à l'origine de crimes haineux commis contre des étrangers et des minorités. Dans toute l'Europe, la communauté rom est en butte à la discrimination, à la ségrégation et à l'exclusion.

**Notre rapport montre que des dirigeants couards et myopes portent atteinte aux droits humains et échappent à leur obligation de rendre des comptes. En Russie, on assiste à une dérive autoritaire sensible et le bilan de la Chine en matière de droits humains laisse beaucoup à désirer, que ce soit à l'intérieur de ses frontières comme à l'étranger. Les États-Unis poursuivent obstinément une politique visant à garantir leur sécurité, quoi qu'il en coûte pour les droits humains et les valeurs universelles. L'Union européenne pratique quant à elle la politique du deux poids deux mesures : elle défend les droits humains à l'étranger mais les viole sur son territoire. Et l'Union africaine se réfugie derrière le principe de souveraineté pour ne pas prendre de mesures énergiques contre des pays tels que le Zimbabwe.**

Ceux qui se battent vraiment pour faire changer les choses et redonner espoir, ce sont les membres de la société civile. Malgré tous les obstacles, ils ont mené avec succès une campagne visant à obtenir un traité sur le contrôle des ventes d'armes classiques. Ils soutiennent aussi le processus de justice internationale et exigent qu'il soit mis fin à l'impunité.

La société civile nous montre que, tout comme le réchauffement climatique nécessite l'adoption de mesures à l'échelle mondiale et de stratégies inscrites dans la durée, l'érosion des droits humains doit être combattue en s'appuyant sur la solidarité mondiale et le respect des valeurs universelles.

Notre rapport dit qu'il est indispensable de mettre en place une approche des droits humains viable fondée sur le développement d'institutions judiciaires, l'obligation de rendre des comptes ainsi que la transparence, une approche à long terme qui mette l'accent sur les principes relatifs aux droits humains et l'état de droit, et pas seulement sur la tenue d'élections.

Les nouvelles assemblées législatives et les nouveaux dirigeants qui arrivent au pouvoir dans des pays et dans des institutions clés ont la possibilité d'agir différemment et de changer d'orientation pour passer de la peur à l'espoir.

Nous exhortons le nouveau Congrès des États-Unis à abroger ou modifier considérablement la Loi relative aux commissions militaires afin de la mettre en conformité avec les normes internationales.

Nous demandons aux nouveaux dirigeants en place en France et au Royaume-Uni de prendre position sur la question de la Palestine et du conflit au Moyen-Orient.

Le nouveau secrétaire général des Nations unies devrait insister fortement pour que soit mise en place au Darfour une stratégie d'ensemble et non parcellaire, avec le déploiement d'urgence d'une opération internationale de maintien de la paix et le lancement d'un processus de paix basé sur la justice et les droits humains pour tous. Il réaffirmerait ainsi sa fonction très spécifique ainsi que le rôle de l'ONU en tant que gardien des droits humains.

En Europe, de nouveaux dirigeants sont à la tête de la France et du Royaume-Uni. Ces nouveaux gouvernements devraient mieux tirer partie de leur influence et prendre davantage les devants en ce qui concerne Israël et les territoires occupés. Il est temps que l'Europe cesse de jouer les seconds rôles par rapport aux États-Unis et qu'elle assume ses responsabilités en tant que puissance mondiale.

**Vous pouvez regarder la conférence de presse sur <http://thereport.amnesty.org/page/5471>**

<http://thereport.amnesty.org>

/FIN

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. Site : <http://www.amnesty.org>